

**Der Grosse Rat**      **Le Grand Conseil**  
**des Kantons Bern**   **du canton de Berne**

Dienstag (Nachmittag), 30. November 2021 / Mardi après-midi, 30 novembre 2021

**Bildungs- und Kulturdirektion / Direction de l'instruction publique et de la culture**

**16 2019.ERZ.71745 Gesetz**  
**Gesetz über die Universität (UniG) (Änderung)**

**16 2019.ERZ.71745 Gesetz**  
**Loi sur l'Université (LUni) (Modification)**

*1. Lesung / 1<sup>re</sup> lecture*

*Gemeinsame Eintretens- und Grundsatzdebatte der Traktanden 16, 17 und 18 / der Geschäfte 2019.ERZ.71745, 2019.ERZ.71743 und 2019.ERZ.71746.*

*Débat d'entrée en matière et débat de principe groupés des points 16, 17 et 18 de l'ordre de jour / des affaires 2019.ERZ.71745, 2019.ERZ.71743 et 2019.ERZ.71746.*

**Le président.** Je souhaite la bienvenue à Mme la vice-présidente du gouvernement, Mme Christine Häsler, ainsi qu'à ses collaborateurs. Il n'y a pas de -trices. Nous allons traiter maintenant ensemble les affaires des points numéro 16, 17 et 18.

Il s'agit de la loi sur l'Université (LUni), point numéro 16, de la loi sur la Haute école bernoise (LHESB), point numéro 17, et de la loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP), point numéro 18 de l'ordre du jour. Le débat est libre, il s'agit de la première lecture.

Wenn das Eintreten genehmigt ist, hören wir zuerst die Kommissionmehrheit, dann die Fraktionen, die Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher und die Regierungsrätin. Dann gehen wir in die Detailberatung, und die Kommissionminderheitssprecherinnen und -sprecher werden zu den einzelnen Artikeln das Wort haben, sonst wird es zu kompliziert.

Je pose tout d'abord la question : est-ce que l'entrée en matière des affaires des points 16, 17 et 18 est contestée ? Ce n'est pas contesté.

Donc, je laisse la parole tout d'abord à la représentante de la majorité de la commission, Mme la députée Blum.

**Christine Blum, Melchnau (SP),** Sprecherin BiK-Mehrheit. Monsieur le Président du Grand Conseil, Madame la Vice-présidente du gouvernement, chères et chers collègues, nous en venons aux révisions partielles des lois de nos hautes écoles, de l'Université, de la Haute école pédagogique et de la Haute école spécialisée bernoise.

Les principales raisons de cette révision sont les suivantes : les hautes écoles doivent obtenir plus d'autonomie dans le domaine du droit du personnel, dans les limites de la Constitution et de la loi, les écoles sont des établissements autonomes de droit public. L'autonomie des hautes écoles est également inscrite dans la loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (Loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE).

La présente révision a pour but d'étendre cette autonomie des hautes écoles également dans le domaine du droit du personnel, selon la même conception de l'autonomie que celle que nous appliquons actuellement au domaine financier. Les expériences faites avec le pilotage des hautes écoles par le biais de mandats de prestations introduits en 2014, ont montré que l'autonomie accrue ainsi accordée a fait ses preuves, tant pour les hautes écoles que pour le canton : les trois institutions ont réussi à atteindre leurs objectifs.

Dans le domaine de la Haute école pédagogique, l'Institut des degrés préscolaire et primaire NMS de la PH Bern doit désormais être géré comme un institut universitaire privé autonome.

Le rattachement à la HEP de 2005 sera donc supprimé. Cela est aussi possible car la LEHE, entrée en vigueur en 2015, permet l'accréditation des instituts privés.

D'autres modifications ont été faites suite au changement de la LEHE et suite à des décisions prises par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). La commission s'est penchée en détail sur les modifications de la loi et a également consulté différents organes des hautes écoles. Elle soutient dans l'ensemble ces révisions et propose également au Grand Conseil d'entrer en matière.

Comme vous pouvez le constater dans le tableau synoptique, la CFor propose au Grand Conseil quelques modifications aux propositions du Conseil d'Etat.

Die meisten Gesetzesbestimmungen finden Sie in allen drei Gesetzen in gleicher oder sehr ähnlicher Formulierung. Allerdings gibt es noch ein paar gewichtige Unterschiede, wie Sie schon merken mussten. Deshalb hat sich der Gesetzgeber bereits früher dafür entschieden, dass es drei separate Gesetze geben sollte. Weil die drei Gesetze aber so ähnlich sind – und doch nicht gleich –, wird jetzt die Eintretensdebatte zu allen drei Gesetzen gleichzeitig geführt. Anschliessend folgt die Beratung im Detail zu jedem Gesetz separat.

In der BiK hat es zu einigen Themen Änderungs- und Ergänzungsanträge gegeben. Bei allen drei Hochschulen sollen die Kernaufgaben erweitert werden: Neben der Vermittlung der wissenschaftlichen Inhalte sollen die Studierenden beispielsweise auch bezüglich sozialer Verantwortung gebildet werden, und die Hochschulen sollen gesetzlich verpflichtet werden, in denjenigen Bereichen, auf die sie Einfluss haben, klimaneutral zu werden.

Weiter will die BiK keine Aufweichung der Bewilligungspraxis von Nebenbeschäftigungen. Im Interesse des Arbeitgebers soll im Gesetz verankert werden, dass sämtliche Nebenbeschäftigungen bewilligungspflichtig sind.

Ein Änderungsantrag betrifft nur die Pädagogische Hochschule Bern (PH Bern). Die BiK beantragt in einem zusätzlichen Gesetzesartikel, dass zukünftig auch Absolventinnen und Absolventen der Berufsmaturität direkt zum Studiengang für Lehrkräfte auf der Primarstufe zugelassen werden sollen.

Für die Bestimmungen rund um die Zusammensetzung des Hochschulrats der PH Bern und des Fachhochschulrats beantragt die BiK die Rückweisung in die Kommission für eine zweite Lesung. Mit der Ausweitung der Autonomie der Hochschulen können die strategischen Organe zusätzliche Kompetenzen übernehmen. Deshalb lohnt es sich aus Sicht der BiK, die Fragen rund um Interessenvertretung vertieft anzuschauen. Dabei geht es der BiK beispielsweise um die Arbeitnehmervertretungen im Hochschulrat, aber auch generell um die Zusammensetzung. Die entsprechenden Themen sind in der Synopse bereits in Form von Eventualanträgen abgebildet.

Das sind die wichtigsten Punkte, die die BiK jetzt näher beraten möchte. Kurzfristig sind noch Anträge zu weiteren Themen gestellt worden. Darauf werden wir dann bei der Detailberatung eingehen.

**Le président.** Das Wort gehört jetzt den Fraktionen für die Grundsatzdebatte – noch keine Detailberatung. Die erste Fraktion ist die SP-JUSO-PSA-Fraktion. Eingeloggt? Herr Grossrat Wildhaber, Sie haben das Wort.

**Daniel Wildhaber, Rubigen (SP),** Fraktionssprecher. Monsieur le Président, Madame la Conseillère d'Etat, chères et chers membres du Grand Conseil de langue allemande ou de langue française, je parle pour mon groupe, le PS-JS-PSA et le fais brièvement : nous sommes d'accord de régler les révisions partielles et les lois de notre Université, de notre ou de nos haute(s) école(s) pédagogique(s) et de notre école spécialisée. Les principales raisons de cette révision ont été expliquées par la voix de la députée Christine Blum, présidente de la commission. Donc, je ne les répète pas. Comme membre de la commission, je peux confirmer que la commission s'est vraiment penchée en détail sur les modifications de la loi et qu'elle a également consulté différents organes

et des hautes écoles. Et, comme la commission, mon groupe soutient, en principe, les révisions et propose au Grand Conseil d'entrer en matière et de discuter les trois lois séparément.

Un changement qui ne concerne que la HEP est remarquable : la commission demande que la maturité professionnelle donne accès comme une maturité gymnasiale à la Haute école pédagogique de langue allemande. Les titulaires d'une maturité professionnelle pourraient ainsi commencer leurs études sans avoir à passer un examen. Cette idée est sur la table depuis longtemps, nous le savons, et à notre avis, elle est dangereuse. On aurait alors une étrange solution bernoise en Suisse et deux solutions à l'intérieur du canton de Berne : un accès sans passer un examen pour la HEP alémanique et un accès avec l'examen pour la HEP Jura.

Mon groupe se réjouit des débats sur ces dossiers importants et nous vous conseillons d'entrer en matière. Je vous remercie de votre attention.

**Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne),** Fraktionssprecher. Monsieur le Président, stimada dunna cussegliera guvernativa, stimadas commembras e preziads commembers dal Cussegl grond. Je m'excuse und ich gebe es zu, ich bin ein Bündner, der seit der Geburt im Exil in anderen Kantonen lebt und deshalb leider auch nicht Romanisch kann. Mi chiamo Vanoni, ma non parlo italiano. Aber ich bewundere alle, die bis jetzt in der Debatte heute so gut in einer anderen Sprache diskutieren und ihre Anliegen vorbringen konnten.

Chères et chers collègues, en utilisant quelques mots en romanche et en italien, je ne veux pas me moquer de la Journée du bilinguisme. Vraiment pas. Je veux juste vous rappeler que nous vivons dans un pays avec quatre langues nationales. Ces quatre langues nationales de la Suisse sont également parlées dans le canton de Berne. Et en plus, presque 20 pour cent de la population résidente permanente du canton de Berne indique comme langue principale une autre langue, une langue non nationale. C'est pourquoi il faut comprendre la Journée du bilinguisme, qui est nécessaire, aussi un peu comme Journée du multilinguisme tel qu'il est pratiqué au Parlement fédéral et surtout, il faut essayer tous les jours, pas seulement pendant une telle journée, de comprendre les gens quel que soit leur langue et leur culture.

Pour que je ne sois pas mal compris : je veux vraiment ajouter que je suis fier de vivre depuis trente ans dans un canton officiellement bilingue, et je suis fier ... (*Der Präsident bittet den Redner, zum Thema zu sprechen. / Le président demande à l'orateur de ne pas s'écarter du sujet.*) ... Je suis fier de pouvoir travailler dans un parlement où chacun et chacune peut s'exprimer dans sa langue maternelle et où il y a des excellents interprètes simultanés ! C'est pourquoi je m'excuse de ne pas parler assez bien le français pour pouvoir m'exprimer avec la précision nécessaire. C'est pourquoi je retourne à ma langue maternelle et j'appelle les interprètes au secours.

Die grüne Fraktion unterstützt die Teilrevisionen der drei Hochschulgesetze grundsätzlich. Die zentralen Änderungen liegen im Bereich des Personalrechts, die Kommissionspräsidentin hat es gesagt. Die Hochschulen sollen in diesem Bereich mehr Autonomie erhalten, insbesondere auch für Mitarbeitende, die in Forschungsprojekten tätig sind, die durch erfolgreich eingeworbene Drittmittel finanziert werden.

Die Hochschulen sollen aber auch als Arbeitgebende für die Mitarbeitenden attraktiv bleiben. Die Vergrößerung der Autonomie darf nicht zu einer Verschlechterung der Arbeitsbedingungen führen. Das Gegenstück zur Stärkung der Autonomie ist aus Sicht der Grünen die hochschulinterne Mitbestimmung. Wenn die Bestimmungen über die Schulräte im Gesetz über die Berner Fachhochschule (FaG) und im Gesetz über die deutschsprachige Pädagogische Hochschule (PHG) jetzt in die Kommission zurückgewiesen werden, darf dies aus der Sicht der Grünen auf keinen Fall zu einer Schwächung der Mitbestimmung führen.

Ein wichtiges grundsätzliches Thema, das wir auch in die Kommissionsberatungen eingebracht haben, ist die Verbesserung der Geschlechterparität, und das heisst vorläufig: Steigerung des Frauenanteils bei den Professuren und auch in den Leitungsorganen. Wir haben jetzt aber auf Anträge verzichtet, weil wir Versprechen gehört haben und auch erfahren haben, dass an den Hochschulen bereits Verbesserungen in die Wege geleitet worden sind. Wir erwarten, dass es mit der Frauenförderung und auch mit der Verbesserung der Vereinbarkeit von Familien- und Berufsarbeit weiter vorwärtsgeht.

Ein letzter grundsätzlicher Punkt ist die Verselbstständigung des privaten Instituts Vorschulstufe und Primarstufe der Neuen Mittelschule Bern (IVP NMS) zu einem eigenständigen Hochschulinstitut. Wir unterstützen das. Es ist ein kleines, aber feines Angebot, eine Alternative zur grossen PH Bern, und das Institut bietet mit seinem besonderen Profil einen Beitrag zur Bildungsvielfalt und zur praxisnahen Ausbildung von sehr gesuchten Lehrerinnen und Lehrern. Ich denke dabei an das «Studienmodell 30+» für Menschen mit Erfahrung in einem Beruf, die sich beruflich neu ausrichten und das Studium mit einer Teilzeitanstellung an dieser Schule verbinden möchten.

Das sind ein paar grundsätzliche Bemerkungen zu diesen drei Vorlagen. Wir äussern uns nachher im Detail zu den Punkten, die umstritten sind oder zu denen verschiedene Anträge zur Diskussion stehen. En ce qui concerne les articles encore controversés, nous expliquerons la position du groupe des Verts dans la discussion par article. Merci beaucoup de m'avoir écouté.

**Christine Grogg-Meyer, Bützberg (EVP)**, Fraktionssprecherin. Cher Monsieur le Président du Grand Conseil, chère Madame la Vice-présidente du Conseil d'Etat, chères collègues. Aujourd'hui, nous avons la Journée du bilinguisme ici dans l'Hôtel du Gouvernement – es ist ja schon noch speziell, dass es «Hôtel» heisst – et je saisis cette occasion de parler quelques mots en français, parce que j'aime le français. Mais je me sens comme Natalie hier : parler français, c'est chercher les mots, penser au mots suivants pendant que je parle et c'est difficile pour moi. Je l'admets : j'ai préparé ces phrases, mais au moins sans l'aide de DeepL. Mes compétences en français ne sont pas suffisantes, pour mon discours suivant. Je continue en allemand.

Zu den Hochschulgesetzen: Die EVP ist froh, dass wir jetzt auf diese Hochschulgesetze eintreten können. Der Grund dafür ist ja eigentlich, dass unsere Hochschulen im Jahr 2013 respektive 2014 zu autonomen Anstalten des öffentlichen Rechts geworden sind. Mit der Einführung des Beitragsystems ist der Bereich der Steuerung der Finanzen in die Kompetenz der Hochschulen gegeben worden. Für die EVP ist es sinnvoll und richtig, dass jetzt auch im Bereich des Personalrechts die nötigen Anpassungen erfolgen, unterscheidet sich doch die Situation bezüglich der Anstellungsformen und -bedingungen der Hochschulen zum Teil wesentlich von denen der Kantonsverwaltung.

Im gleichen Atemzug mit der Revision der Hochschulgesetze wird auch die Ablösung des IVP NMS von der PH Bern geregelt.

Wir finden es auch zielführend, dass jede Hochschule ein eigenes Gesetz hat, weil es doch in einigen Bereichen, wie zum Beispiel eben bei den Stellenprofilen oder auch bei den strategischen Organen, beträchtliche Unterschiede gibt, die so besser abgebildet werden können.

Noch zum Inhalt des Gesetzes über die Universität (UniG) und des FaG: Wie wir schon von anderen Sprechern gehört haben, kann die erhöhte Autonomie der Hochschulleitungen positive oder eben auch negative Auswirkungen haben. Uns ist sehr wichtig, dass alle Stände respektive alle Mitarbeitenden wirklich einbezogen werden, ein Mitwirkungsrecht haben, dass sich die Arbeitsbedingungen nicht verschlechtern oder dass man mindestens über diese diskutieren kann.

Es werden auch Anpassungen vorgenommen, die grösstenteils die schon gelebte Praxis übernehmen, die also den Bedürfnissen der Hochschulen wirklich Rechnung tragen. Die verschiedenen Anstellungsmöglichkeiten, wie das Bandbreiten-Modell oder auch befristete Anstellungen bei projektgebundenen Stellen, erlauben mehr Flexibilität und werden so zu hochschultauglichen Anstellungen.

Noch ein Wort zur PH Bern: Auch bei der PH Bern geht es um eine erweiterte Autonomie im Personalbereich, die sich den Gegebenheiten und Besonderheiten der PH Bern anpasst und auch die Gleichstellung mit anderen Hochschulen sicherstellt. Zusätzlich wird noch gesagt, wie die Ablösung des IVP NMS von der PH Bern stattfinden und geregelt werden soll. Seit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz, HFKG) besteht die Möglichkeit, dass auch das IVP NMS eine eigenständige Akkreditierung erlangen kann, und dieser Weg kann damit geöffnet werden. Die EVP ist überzeugt, dass dies für beide Institute eine Chance für eine bessere eigene Profilierung ergibt, weil sich die beiden Institute auf eine sinnvolle Art und Weise ergänzen, sich aber eben auch unterscheiden. Die Ablösung bringt auch eine Klärung der Zuständigkeiten und Verantwortungen mit sich und ermöglicht eine transparente Berichts- und Controlling-

Situation für die Zukunft. Die BKD hat zusammen mit der PH Bern und der NMS Bern das vorliegende Modell erarbeitet, das heute im PHG abgebildet ist. Diese neue Form wird als Autonomie mit verankerter Partnerschaft beschrieben und nimmt die PH Bern und die NMS unter anderem in die Pflicht, auch in Zukunft eng zusammenzuarbeiten.

Nach Anhörung der strategischen Organe des Mittelbaus und auch von Studierenden aus allen Hochschulen in der BiK hat sich klar gezeigt, dass diese Gesetzesvorlage unter den Betroffenen eine breite Zustimmung findet, und das war uns wichtig.

Welche Artikel im Detail noch zu besprechen sind, werden wir nachher noch hören. Die EVP will auf diese Gesetzesrevision eintreten. Wir sind der Meinung, dass im Gesetz das Wichtige und das Richtige aufgenommen wurde. Die BiK hat mit einer gründlichen Vorbereitung den Boden zu einer effizienten Diskussion im Parlament gelegt. Ich glaube, wir haben zusammen etwas gelernt aus der letzten Gesetzesberatung – an dieser Stelle ein Dank an das Präsidium der BiK und dessen Sekretariat, die hervorragende Arbeit geleistet haben.

**Ueli Abplanalp, Brienzwiler (SVP)**, Fraktionssprecher. Sehr geehrte Frau Bildungsdirektorin, sehr geehrter Herr Grossratspräsident, werte Grossrätinnen und Grossräte. Ich habe in meinem Leben Verschiedenes gelernt, aber das Französische gehörte nicht dazu.

Die SVP hat sich in der Vernehmlassung ausführlich zu diesen drei Hochschulgesetzen geäußert, und darum konnten noch viele aufgeworfene Fragen bereits in der Antwort der Regierung geklärt werden. Als die Gesetzesrevision in der Version des Regierungsrates der BiK vorgestellt wurde, sind wir doch sehr darüber erschrocken, wie knapp die Zeitreserven bemessen waren. Bereits die erste Kommissionssitzung zeigte auch auf, dass die unterschiedlichsten Anträge wesentlich mehr Zeit in Anspruch nehmen werden, als dies das Kommissionspräsidium ursprünglich vorgesehen hatte. In der Folge wurde die Gesetzesberatung um eine Session verschoben, und es wurden zwei ganztägige Sitzungen eingeplant, damit man diese Fragen ausführlich und gut klären konnte.

Wie schon erwähnt, hat man eine Grundsatzdiskussion über die Zusammenlegung dieser drei Gesetze geführt. Letztendlich haben wir von der SVP uns vor allem der besseren Lesbarkeit wegen für die zwar langfädigen und oft doppelspurigen, aber doch gesonderten Gesetzesbeschlüsse entschieden.

Die Diskussion über die Zusammensetzung der Schulräte hat dazu geführt, dass jeweils Vertretungen dieser Organisationen – auf der einen Seite die Schulräte, auf der anderen Seite die Studierenden – zu einer Anhörung eingeladen wurden. Das waren sechs Anhörungen, die wir dann an einem Tag durchführten. Die Einsicht, dass die Vorgaben – insbesondere bei der Fachhochschule und bei der Pädagogischen Hochschule – möglicherweise noch geschärft werden sollten, führte zum Antrag, die entsprechenden Artikel für die zweite Lesung in der Kommission zurückzunehmen. Beim UniG haben wir hier keinen Bedarf erkannt.

Insgesamt möchten wir aber festhalten, dass diese Revision notwendig und berechtigt ist. Das ist auch aus den zahlreichen unbestrittenen Änderungen ersichtlich, in denen es um organisatorische und technische Anpassungen geht. Besonders im PHG ist die Verselbstständigung des IVP NMS, welche die SVP nicht bestreitet, Grund für viele angepasste Artikel. Im UniG haben uns die erfreulicherweise stark gestiegenen Drittmittelerträge beschäftigt mit der Frage, wie viel Freiheit die Universität haben darf, damit sie auch weiterhin frei bleibt. Die SVP beantragt Ihnen, auf die Gesetzesberatung einzutreten.

**Alfons Bichsel, Merligen (Die Mitte)**, Fraktionssprecher. Cher Monsieur le Président du Grand Conseil, chère Madame la Vice-présidente du Conseil d'Etat, chers collègues. Je vous prie de me pardonner mon français insuffisant. Pour cette raison je vais vous présenter la position du Centre en berndütsch. Ja, jetzt könnte man sagen, was macht ein Mitglied, das nicht Französisch kann, in der BiK? Denen kann ich eigentlich nur eines entgegen: Wenn es darum geht, was das beste Französischlehrmittel für die Schulen ist, müssen Sie nicht diejenigen mit dem besten Französisch fragen, sondern diejenigen, die daran gescheitert sind. Ich sage jetzt nicht, wen, aber ...

Gerne spreche ich zu diesen Anpassungen der Hochschulgesetze. Auch die entsprechende Revision hat ja zum Hauptziel gehabt, die Autonomie der Hochschulen im Personalbereich zu erweitern,

die Aufhebung der Angliederung des IVP NMS an die PH Bern zu regeln, die Chance des offenen Gesetzes zu nutzen und die entsprechenden Anpassungen einzubringen und Verbesserungen, dort wo nötig, auch zu realisieren.

Ich möchte mich bei der BKD, der Leitung der Hochschulen inklusive der Schulräte bedanken, die in Zusammenarbeit mit uns die Vorbereitung zur Gesetzesanpassung gemacht haben. Ich bin sehr froh, dass man dort diesen offenen Dialog gefunden hat. Wir hatten enorm viele Fragen, wir bekamen diese zielführend und kompetent beantwortet, und das ist eine hervorragende Basis für die erste Lesung.

In diesen drei Gesetzen ging es gesamthaft um rund 127 Artikel, etwa 900 Ziffern – und jetzt liegen noch gesamthaft etwa 28 Artikel vor, an denen wir noch ein wenig feilen müssen. Ich freue mich auf eine spannende Debatte. Die Mitte wird das Eintreten ganz klar unterstützen, und ich danke an dieser Stelle auch der BiK, dem Sekretariat und der Leitung für die tipptoppe Vorbereitung.

**Corinne Schmidhauser, Interlaken (FDP)**, Fraktionssprecherin. Cher Monsieur le Président du Grand Conseil, chère Madame la Conseillère d'Etat, chers collègues. Très brièvement : je suis très fière de vivre dans un canton bilingue. Bilinguisme, ça signifie, chacun peut s'exprimer dans sa propre langue. Meine langue ist Deutsch. Darum bleibe ich weiterhin beim Deutschen. Beim «Bärdütsch».

Auch die FDP freut sich sehr auf die Präzisierung und die Aktualisierung dieser drei verschiedenen, neu eben verschiedenen, Hochschulgesetze. Wir freuen uns auch, mit passenden Bestimmungen mitzuhelfen, die drei erfolgreichen Institutionen in mehr Autonomie – besonders das: mehr Autonomie – und so auch in die Zukunft zu führen. Mehr an dieser Stelle nicht, später sicher noch ganz viel.

**Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp)**, Fraktionssprecher. Wir sind angehalten worden, uns kurzzufassen. Die glp ist für Eintreten in das Geschäft, in die Geschäfte.

Es wurde schon gesagt – und hier haben wir ein sehr schönes Beispiel dafür –, dass es sich manchmal eben lohnt, wenn man sich in einer Kommission wirklich Zeit nimmt, und dass es sich manchmal auch lohnt, wenn man unter Kommissionsmitgliedern nach der Sitzung noch ein Bier zusammen trinkt, weil man auch dabei ganz gute Ideen haben kann. Und Sie sehen heute das Resultat: Drei Gesetze. Aber es hat eigentlich recht wenige Differenzen. Das heisst nicht – Alfons hat es gesagt –, dass wir nicht viel diskutiert hätten, wir sind sogar sehr, sehr weit gegangen, denn – wie gesagt wurde – wir haben Delegationen eingeladen.

Also, das muss man sich einmal vorstellen: Wir haben studentische Delegationen aller drei Hochschulen und aus dem Mittelbau angehört, weil wir für diese Institutionen, an denen sie sich ausbilden lassen, die Gesetzesgrundlagen für die nächsten 10 bis 15 Jahre schaffen, und das hat sich gelohnt.

Die Autonomie der Hochschulen wird gestärkt, und es hat sich, glaube ich, schon in den letzten 10 bis 15 Jahren bewährt, dass diese mehr Autonomie haben als etwa in anderen Kantonen. Nicht von ungefähr ist vor allem die Universität in ihren Bereichen exzellent, und auch die PH Bern gewinnt laufend Marktanteile, und ich hoffe, dass es in den nächsten 10 Jahren auch mit der Berner Fachhochschule (BFH) in allen Abteilungen gut kommt. Das hat mit der Autonomie zu tun, die gestärkt wird.

Auch der Mittelbau wird gestärkt, man hat das ja schon immer gehört, der Mittelbau ist so etwas wie das Rückgrat dieser Institutionen. Mir ist im Rahmen der Beratungen noch bewusster geworden, wie wichtig die Forscher im Mittelbau sind – alles doktorige Leute, zum Teil auch habilitierte – und wie wichtig diese auch in der Lehre sind. Ich glaube, es ist nur konsequent, dass wir diese jetzt auch noch stärken und ihnen dann nicht nur eine beratende Stimme in diesen strategischen Organen geben, wie den Schulräten oder anderen.

Insgesamt ist es also eine gelungene Sache, und wir haben nur noch ganz wenig, worüber wir streiten. Das heisst aber nicht, dass nicht viel diskutiert worden wäre, dass es in der Kommission also nicht umstritten gewesen wäre. Es war ein sehr guter Prozess. Ein grosser Dank an Christine Häs-

ler, auch an das Generalsekretariat, an Marcel Cuttat und natürlich insbesondere an den Amtsleiter für Hochschulen, der das Geschäft sehr gut begleitet und vorbereitet hat.

**Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP)**, Einzelsprecher. Ja, Monsieur le Président, Madame la Directrice de la formation publique et chères collègues, chers collègues, permettez-moi de dire quelques mots au sujet de notre Journée du bilinguisme d'aujourd'hui. Le canton de Berne est un canton bilingue, au moins sur le papier. Nous avons des citoyens et aussi d'autres d'habitants qui parlent le français, et nous en avons d'autres, la majorité, qui parlent l'allemand. Mais le véritable le bilinguisme n'apparaît que lorsqu'on parle l'autre langue aussi un peu, ou du moins, qu'on la comprend. La formation publique joue un rôle clé dans ce domaine, c'est là où les jeunes, entrent pour la première fois en contact avec une autre langue. Il est donc tout à fait approprié que la Journée du bilinguisme ait lieu aujourd'hui.

Les trois universités ou hautes écoles dont nous débattons aujourd'hui les lois, jouent un rôle important dans ce domaine.

Mais, à mon avis, elles doivent s'améliorer encore. Le bilinguisme doit devenir plus vivant dans nos institutions de formation comme dans les trois hautes écoles dont on parle. Et nous, dans le Grand Conseil, nous sommes aussi dans la situation où il faudrait améliorer ça, et je trouve bien qu'on ait cette journée aujourd'hui. Et je prie et je demande même que nous ayons une occasion comme ça chaque année. Je termine ici par une citation de Federico Fellini : « Une langue différente est une vision différente de la vie ». Auf Deutsch: «Eine andere Sprache ist wie eine andere Sicht auf das Leben.» Merci pour votre attention.

**Le président.** La parole n'est plus demandée pour ce débat. Je laisse donc Mme la vice-présidente du gouvernement s'exprimer.

**Christine Häslar**, BKD-Direktorin. Monsieur le Président, chers membres du Grand Conseil, comme notre présidente de la commission et les porte-paroles des groupes l'ont déjà mentionné et bien expliqué : l'objectif central de la révision est le renforcement de l'autonomie des hautes écoles bernoises dans le domaine du droit du personnel.

Les hautes écoles du canton de Berne sont des établissements de droit public autonomes dans les limites fixées par la Constitution et la loi. La notion de l'autonomie est également inscrite dans la LEHE.

La présente révision a pour objectif de renforcer l'autonomie des hautes écoles en matière du droit du personnel dans la même mesure que l'autonomie qui leur est accordée pour leur pilotage général et sur le plan financier dans le cadre d'un mandat de prestations avec contribution annuelle du canton.

Die Erfahrung mit der Steuerung der Hochschulen über Leistungsaufträge und die Finanzierung über das Beitragssystem, das wir 2013 und 2014 eingeführt haben, hat gezeigt, dass sich die erhöhte Autonomie, die man den Hochschulen gewährt hat, sowohl für die Hochschulen selber wie auch für den Kanton absolut bewährt.

Liebe Grossrätinnen und Grossräte, ich glaube, der Kanton Bern weiss, was er hat in Bezug auf seine Hochschulen. Der Kanton Bern hat drei starke Hochschulen, die sich im nationalen Quervergleich und im Wettbewerb gut behaupten können, sehr gut sogar.

Die vorliegende Revision der drei Hochschulgesetze soll dazu beitragen, dass unsere Hochschulen in der Zukunft eben nicht nur ihre Position halten können, sondern auch auf Entwicklungen reagieren können, dass sie sich anpassen können, vorwärtsgehen, sich weiterentwickeln und der Zeit entsprechen. Dass sie den Bedürfnissen der Zeit genügen, einer Zeit, die sich enorm stark wandelt und in der es sicher sinnvoll ist, wenn man zu den Dingen, die nahe an der Hochschule entschieden werden müssen, auch die entsprechenden Kompetenzen nahe an der Hochschule ansiedelt. In diesem Sinne, glaube ich, sind wir auf einem ganz wichtigen Weg mit diesen drei Gesetzen, die nicht überladen sind, auch wenn sie, weil es eben drei miteinander sind, uns eine recht anspruchsvolle Debatte aufbürden.

Aber es ist gut aufgegleist, es sind nicht x Sachen. Es sind genau jene Bereiche, die den Hochschulen helfen werden, sich zu behaupten und gut arbeiten zu können und flexibel zu sein und dann reagieren zu können, wenn sie im operativen Bereich etwas brauchen.

Ich freue mich jetzt auf die Debatte und auf die Diskussion über all diese Punkte und Anträge. Auch ich danke der BiK sehr für die gute Vorarbeit und für die gute Zusammenarbeit während der Vorarbeit. Wir konnten in diesem ganzen komplexen Werk sehr gut miteinander arbeiten.

Je vous remercie pour votre attention et je me réjouis maintenant de la délibération. Merci beaucoup.

*Detailberatung des Geschäfts 2019.ERZ.71745 /*

*Délibération par article de l'affaire 2019.ERZ.71745*

**Le président.** Nous entrons dans l'examen de détail de l'affaire du point numéro 16 : la loi sur l'université (LUni).

I.

Art. 2 Abs. 1 Bst. a1 (neu) / art. 2, al. 1, lit. a1 (nouveau)

*Antrag BiK-Mehrheit (Vanoni, Bern) und Regierungsrat*

befähigt die Studierenden, soziale Verantwortung und Verantwortung für die Erhaltung der Umwelt und der Lebensgrundlagen des Menschen zu übernehmen,

*Proposition majorité de la CFor (Vanoni, Bern) et Conseil-exécutif*

rend les étudiants et les étudiantes aptes à assumer des responsabilités sociales et de s'engager pour la sauvegarde de l'environnement et des bases naturelles de la vie humaine.

*Antrag BiK-Minderheit (Abplanalp, Brienzwiler)*

Geltendes Recht

*Proposition minorité de la CFor (Abplanalp, Brienzwiler)*

Droit en vigueur

**Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne)**, Sprecher BiK-Mehrheit. Wir beraten jetzt, wie gesagt wurde, konkret das Gesetz über die Universität Bern, der ältesten der drei Berner Hochschulen. Anschließend folgen dann die Gesetze zu den jüngeren Berner Hochschulen, zur BFH und zur deutschsprachigen PH Bern. In der BiK versuchten wir immer, diese drei Gesetze parallel im Auge zu behalten, mit dem Ziel, das Gleiche in allen drei Gesetzen auch möglichst gleich zu behandeln und gleich zu formulieren. Dabei ist auch die Frage aufgetaucht, ob es nicht gescheiter wäre, alle drei Hochschulen in einem einzigen Gesetz zu behandeln. Aber diesen Weg verfolgten wir dann nicht weiter, weil es gute Gründe gab, die drei separaten Gesetze beizubehalten.

Beim Studium dieser drei Gesetze ist uns aufgefallen, dass bei den grundsätzlichen Bestimmungen zu den Kernaufgaben in den drei bisherigen Gesetzen unterschiedliche Formulierungen eigentlich für das Gleiche verwendet werden.

Die Kommission ist mit 8 gegen 6 Stimmen zum Schluss gekommen, dass die Kernaufgaben in zwei Punkten, die wirklich alle Hochschulen gleichermaßen betreffen, auch einheitlich formuliert werden sollten. Ich spreche jetzt zuerst einmal zu Art. 2 Abs. 1 Bst. a1: Die vorliegenden Anträge sind keine Erfindung der Kommissionmehrheit, sondern die Formulierung stammt aus dem FaG, Art. 4 Abs. 3 Bst. e, es ist eine der fünf darin aufgeführten Kernaufgaben. Die anderen vier Kernaufgaben sind spezifisch auf die Fachhochschulen ausgerichtet. Diese fünfte Kernaufgabe ist ein allgemeiner Bildungsauftrag, der für alle Hochschulen gelten kann. Die Studierenden sollen befähigt



werden, «soziale Verantwortung und Verantwortung für die Erhaltung der Umwelt und der Lebensgrundlagen des Menschen zu übernehmen» (Art. 4 Abs. 3 Bst. e FaG).

Für die Kommissionsmehrheit geht es also um einen allgemeinen Bildungsauftrag, den alle drei Hochschulen in sozialer und ökologischer Richtung erfüllen sollen. Ein bisschen plakativ könnte man sagen – entschuldigen Sie die Formulierung –, wir möchten nicht, dass an unseren Hochschulen Fachidioten ausgebildet werden, sondern mündige Menschen, die fachlich kompetent, aber auch in der Lage sind, ihre Verantwortung gegenüber anderen Menschen, der Gesellschaft und der Umwelt wahrzunehmen. Was im FaG seit seinem Erlass im Jahr 2003 verankert ist, hat offensichtlich keine Probleme verursacht und war bis jetzt nicht umstritten. Es gehört nach Meinung der Kommissionsmehrheit auch in das UniG, und es freut uns, dass sich auch der Regierungsrat dieser Meinung angeschlossen hat.

**Le président.** Pour la minorité de la CFor, M. le député Abplanalp. – Bitte einloggen.

**Ueli Abplanalp, Brienzwiler (SVP)**, Sprecher BiK-Minderheit. Die Mehrheitsanträge in Art. 2 Abs. 1 Bst. a1 und auch in Art. 2 Abs. 5 beschreiben mögliche Problemlösungsansätze für aktuelle Themen. Für uns als Kommissionsminderheit sind diese Themen Teil des Tagesgeschäfts, und wir haben einfach etwas Angst, dass die Gefahr besteht, sich auch bei völlig unpassenden Gelegenheiten an diese Worte hier zu klammern. Für eine ganz grosse Anzahl von Themenbereichen sind sie ohnehin selbstverständlich, auch dann, wenn sie nicht im Gesetz stehen, beziehungsweise die bestehenden Formulierungen genügen hier aus unserer Sicht völlig. Gerade im Universitätsbetrieb ist es enorm wichtig, flexibel und schnell auf Veränderungen reagieren zu können. Die Universität ist nicht umsonst die älteste und die grösste Institution, sondern auch diejenige, die aus akademischen Sicht die höchste Würde hat.

Falls die Formulierung im FaG steht: Das hat durchaus seine Berechtigung. Wir sind aber der Meinung, in das UniG gehöre sie eben gerade nicht, namentlich nicht Art. 2 Abs. 1 Bst. a1. Art. 2 Abs. 5 ist dann einfach eine Aufzählung, die unseres Erachtens gar nicht nötig ist, und deshalb ist die Minderheit der Meinung, auch das könne man wie im geltenden Recht so stehen lassen: Auf der einen Seite gar keinen neuen Absatz einfügen und auf der anderen Seite in Art. 2 Abs. 5 eine kurze Version im Gesetz stehen lassen, wie sie bis jetzt war.

**Daniel Wildhaber, Rubigen (SP)**, Fraktionssprecher. Bon après-midi, und jetzt auf Deutsch: Die SP schliesst sich der BiK-Mehrheit und der Regierung an. Warum? Diese Ergänzung widerspiegelt die gesellschaftliche Entwicklung und ist deshalb auch für künftige verantwortungsbewusste Akademikerinnen und Akademiker ein wichtiger Wert. Wir gehen also mit der BiK-Mehrheit und der Regierung einig.

**Corinne Schmidhauser, Interlaken (FDP)**, Fraktionssprecherin. *(Es dauert einen Moment, bis die Rednerin am richtigen Rednerpult steht. / Quelques instants s'écoulent avant que l'oratrice n'ait pris place devant le bon pupitre.)* Ja, muss das wirklich immer alles im Gesetz stehen? Das ist die Frage, die wir von der FDP uns stellen. Wir hoffen selbstverständlich – respektive wir hoffen, dass es selbstverständlich ist, dass wir einen Beitrag zur Nachhaltigkeit leisten und natürlich auch zur sozialen Verantwortung in der Ausbildung dieser jungen Leute.

Aber wenn es tatsächlich nur rein deklaratorisch im Gesetz steht, dann muss ich Ihnen einfach sagen, nützt es auch dort nichts, weil sogenannte justiziabel, das heisst durchsetzbar, sind solche schönen Begriffe eben nicht. Die FDP ist gegen so viele Blumen, mit denen wir gar nichts Fassbares machen können. Deshalb sind wir mehrheitlich gegen die Einführung in dieses Gesetz.

**Alfons Bichsel, Merligen (Die Mitte)**, Fraktionssprecher. Ja, wir müssen eben differenzieren. Der Kernpunkt hier ist eigentlich ganz klar: Wir sind in Art. 2 bei den Kernaufgaben. Wenn man hier jetzt die soziale Verantwortung und vor allem den Bezug auf die ganze Umwelt und die Lebensgrundlagen abbildet, dann kommen diese eben in den folgenden Artikeln wieder zur Geltung. Das ist so bei Art. 2 Abs. 5. Und es ist ebenso bei Art. 2a, dort nehmen wir definitiv noch einmal auf das Klima und

auf die Umwelt Bezug. Wir müssen einfach aufpassen, dass wir bei den Kernaufgaben nicht diese Themen in die erste Priorität setzen, sondern die Hauptaufgabe der Universität, die in erster Linie darin besteht, das Wissen zu vermitteln, so wie es jetzt eigentlich im bestehenden Gesetz, im geltenden Recht, steht. Die Mitte wird der Minderheit zustimmen.

**Christine Grogg-Meyer, Bützberg (EVP)**, Fraktionssprecherin. Die EVP ist gerade anderer Meinung als unsere Vorredner oder die Fraktion, die vorher gesprochen hat.

Wir sind der Meinung, dass es gerade wichtig ist, dass sich die Studierenden ihrer sozialen Verantwortung bewusst sind und auch der Verantwortung gegenüber der Erhaltung der Umwelt und der Lebensgrundlagen des Menschen. Es ist wichtig, dass wir uns alle bewusst sind, in welcher Welt wir leben, wie wir zusammenleben, und was dies beides für unser Verhalten in der Gegenwart und auch in der Zukunft bedeutet.

Mit dem vorliegenden Antrag wird ein Auftrag formuliert, der unserer Meinung nach eigentlich immer und überall, wo Bildung geschieht, vorhanden sein muss und gelebt werden muss. Dieser Antrag wird ja im PHG wiederholt. Wir werden ihn auch dort unterstützen, und – wie Alfons vorhin gesagt hat – es ist ja nicht das Gleiche: In Art. 2 Abs. 5 wird von nachhaltiger Entwicklung gesprochen, in Art. 2a dann von der Klimaneutralität. Das sind für uns auch zwei verschiedene Dinge, deshalb unterstützen wir hier die Mehrheit mit Art. 2 Abs. 1 Bst. a1.

**Beat Kohler, Meiringen (Grüne)**, Fraktionssprecher. Cher Monsieur le Président, chère Madame la Conseillère d'Etat, Mesdames et Messieurs les Députées. Le groupe des Verts soutient les propositions de la majorité de la commission dans l'art. 2. Je ne vais pas continuer en français maintenant. Ce n'est pas une critique de ma formation à l'école normale, c'est plutôt un signe de mon incapacité linguistique.

Es ist ganz klar, die soziale Verantwortung und die Verantwortung für die Umwelt gehören für uns unbedingt auch in das UniG. Denjenigen, die das nicht drinhaben wollen, könnte man vielleicht noch dazu sagen: Sonst wird immer kritisiert, die Leute befänden sich in einem Elfenbeinturm und beschäftigten sich nur mit sich selber und schauten nicht nach aussen. Mit Art. 2 Abs. 1 Bst. a1 verpflichtet man sie eben auch dazu, etwas über den eigenen Tellerrand und über die eigenen Labormauern hinauszuschauen und auch zu schauen, was darum herum passiert und darauf etwas Rücksicht zu nehmen. Dieses Bewusstsein muss man schaffen, und wir finden, es ist richtig, das hier so festzuhalten.

Zu Art. 2 Abs. 5: Es gibt ganz viele Aktivitäten an der Universität, die schon in diese Richtung gehen und in denen die Universität auch Exzellenz beweist bei der Wissensvermittlung in ihren Kernkompetenzen. Man denke nur eben an die Klimaforschung, unter anderem; oder auch an in die Vertretung im Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). Es ist wichtig, dass man der Universität diesbezüglich den Rücken stärkt, wenn sie in diese Richtung geht, und wir werden beide Absätze ganz klar einstimmig unterstützen.

**Le président.** La parole n'est plus souhaitée, je laisse donc Mme la vice-présidente du gouvernement s'exprimer.

**Christine Häslar**, BKD-Direktorin. Monsieur le Président, chers membres du Grand Conseil, die BiK beantragt hier, die Kernaufgaben der Universität mit einer Aufgabe zu ergänzen, die heute ausdrücklich nur im FaG erwähnt ist. Zudem beantragt sie mit der vorgeschlagenen Änderung, gleichzeitig auch in Art. 2 Abs. 5 eine Kernaufgabe der Universität im Sinne einer Vereinheitlichung analog zur Formulierung im PHG zu ergänzen.

Es geht also um eine Angleichung der Kernaufgaben in allen drei Hochschulgesetzen. Die Regierung schliesst sich diesem Vorschlag an, sie kann sich diesem Vorgehen sehr gut anschliessen, und ich bitte Sie in dem Sinne auch, die beiden Anträge der Kommission anzunehmen.

**Le président.** Nous allons passer au vote, art. 2, al. 1, lit. a1 (nouveau) : les député-e-s qui acceptent la proposition de la majorité de la commission et du gouvernement votent oui, celles et ceux qui acceptent la proposition de la minorité de la commission votent non.

### **Abstimmung / Vote**

2019.ERZ.71745: Art. 2 Abs. 1 Bst. a1 / art. 2, al. 1, lit. a1

Antrag BiK-Mehrheit und Regierungsrat (Ja), Antrag BiK-Minderheit (Nein)  
Proposition majorité de la CFor et Conseil-exécutif (oui), proposition minorité de la CFor (non)

#### **Annahme Antrag BiK-Minderheit / Adoption proposition minorité de la CFor**

Ja / Oui	69
Nein / Non	72
Enthalten / Abstentions	0

**Le président.** Vous avez accepté la proposition de la minorité de la commission.

Nous n'avons pas besoin de d'ancrer cette disposition dans la loi puisque la proposition de la minorité ne souhaitait pas cette nouvelle lettre.

Art. 2 Abs. 5 / Art. 2, al. 5

#### *Antrag BiK-Mehrheit (Vanoni, Bern) und Regierungsrat*

Sie fördert den Wissens- und Innovationstransfer und leistet mit ihren Kernaufgaben in Lehre, Forschung und Entwicklung sowie Dienstleistungen einen wirkungsvollen Beitrag zur Nachhaltigen Entwicklung.

#### *Proposition majorité de la CFor (Vanoni, Berne) et Conseil-exécutif*

Elle encourage le transfert de connaissances et d'innovation et apporte une contribution efficace au développement durable grâce à ses tâches fondamentales dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et développement ainsi que des services.

#### *Antrag BiK-Minderheit (Abplanalp, Brienzwiler)*

Geltendes Recht

#### *Proposition minorité de la CFor (Abplanalp, Brienzwiler)*

Droit en vigueur

**Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne),** Sprecher BiK-Mehrheit. Eigentlich habe ich beim letzten Artikel hergeleitet, worum es geht: Es geht um die Übernahme einer bestehenden Formulierung aus einem der Hochschulgesetze, nämlich aus dem PHG, in welchem schon seit 10 Jahren die Aufzählung steht: «Sie leistet mit ihren Kernaufgaben in Lehre, Forschung und Entwicklung sowie Dienstleistungen einen wirkungsvollen Beitrag zur Nachhaltigen Entwicklung.» (Art. 5 Abs. 7 PHG).

Für die Kommissionsmehrheit geht es eben darum, diese Formulierung auch im UniG zu verankern. Es ist eine Angleichung. Auch die Formulierung im PHG ist seit 10 Jahren darin enthalten. Es gibt keinen Grund, dies in den anderen Hochschulgesetzen nicht mit der gleichen Formulierung zu erwähnen, und wir bitten darum, doch etwas zur Harmonisierung dieser drei Gesetze beizutragen. Es liegt vielleicht aber in der Logik derjenigen, die dies beim letzten Artikel abgelehnt haben, dass sie es jetzt hier auch ablehnen. Wir können ja einmal schauen, ob der Grosse Rat logisch abstimmt. Je vous prie de soutenir la proposition de la majorité de la commission et du Conseil-exécutif.

**Ueli Abplanalp, Brienzwiler (SVP)**, Sprecher BiK-Minderheit. Ich habe vorher nicht aufgepasst und meinte, es gehe um den ganzen Art. 2. Ich habe mich dort bereits dazu geäußert, und daran hat nichts geändert: Wir sind ganz klar der Meinung, dass für die Universität im Speziellen in diesem Art. 2 Abs. 5 eine genügende, eine ausreichende Formulierung vorhanden ist. Sowohl in der BiK-Minderheit als auch in der SVP sind wir dieser Meinung, und deshalb beantragen wir Ihnen, die Minderheit zu unterstützen.

**Le président.** La parole n'est pas souhaitée autrement. Je laisse Mme la vice-présidente s'exprimer. – Willst du etwas sagen? – Non.

Nous allons donc voter sur cette modification de l'art. 2, al. 5 : les député-e-s qui acceptent la proposition de la majorité et du gouvernement votent oui, celles et ceux qui acceptent la proposition de la minorité votent non.

Nous allons donc voter. Nous allons donc voter sur cette modification de l'art. 2 al. 5 : les députés qui acceptent la proposition de la majorité du Gouvernement. La proposition de la minorité vote non.

### **Abstimmung / Vote**

2019.ERZ.71745: Art. 2 Abs. 5 / art. 2, al. 5

Antrag BiK-Mehrheit und Regierungsrat (Ja), Antrag BiK-Minderheit (Nein)

Proposition majorité de la CFor et Conseil-exécutif (oui), proposition minorité de la CFor (non)

#### **Annahme Antrag BiK-Mehrheit und Regierungsrat /**

#### **Adoption proposition majorité de la CFor et Conseil-exécutif**

Ja / Oui 77

Nein / Non 65

Enthalten / Abstentions 0

**Le président.** Vous avez accepté la proposition de la majorité de la commission et du gouvernement. Il n'y a pas de vote pour ancrer cette disposition car la proposition de la minorité souhaite le droit en vigueur.

Art. 2a (neu) / Art. 2a (nouveau)

#### *Antrag BiK-Mehrheit (Blum, Melchnau)*

Beitrag zur Klimaneutralität

<sup>1</sup> Die Universität leistet im Rahmen ihrer Kompetenzen den erforderlichen Beitrag zur Erreichung der Klimaneutralität bis spätestens 2030.

#### *Proposition majorité de la CFor (Blum, Melchnau)*

Contribution à la neutralité climatique

<sup>1</sup> L'Université contribue, dans les limites de ses compétences, à la réalisation de la neutralité climatique d'ici à 2030 au plus tard.

#### *Antrag BiK-Minderheit (Schüpbach, Huttwil)*

Geltendes Recht

#### *Proposition minorité de la CFor (Schüpbach, Huttwil)*

Droit en vigueur

**Antrag Regierungsrat**

Beitrag zur Klimaneutralität

<sup>1</sup> Die Universität leistet im Rahmen ihrer Kompetenzen den erforderlichen Beitrag zur Erreichung der Klimaneutralität bis spätestens 2030.

**Proposition Conseil-exécutif**

Contribution à la neutralité climatique

<sup>1</sup> L'Université contribue, dans les limites de ses compétences, à la réalisation de la neutralité climatique d'ici à 2030 au plus tard.

**Christine Blum, Melchnau (SP)**, Sprecherin BiK-Mehrheit. Auch hier geht es darum, den neuen Artikel, wonach die Universität zur Erreichung der Klimaneutralität bis ins Jahr 2030 verpflichtet werden soll, auch in das UniG aufzunehmen. Wenn man auf der Website nachsieht, findet man in den sogenannten Beiträgen zum Selbstverständnis der Universität Bern ein Bekenntnis zur Klimaneutralität. Ich zitiere daraus: «Die Universität Bern hat sich zum Ziel gesetzt, bis 2025 in allen Bereichen, in denen sie direkten Einfluss hat, als Institution klimaneutral zu werden.»

Die Mehrheit der BiK findet daher, wenn diese Vorgabe mit der Jahreszahl 2030 im Gesetz festgehalten werden sollte, sei das nicht eine Forderung, die nicht erfüllt werden könne. Dieser Antrag gilt auch für einen zusätzlichen Artikel im FaG und im PHG. Die BiK hat dem Antrag mit 8 Ja zu 8 Nein und dem Stichentscheid des Präsidiums zugestimmt.

**Andreas Schüpbach, Huttwil (SVP)**, Sprecher BiK-Minderheit. Ich hätte eigentlich gerne ein paar Worte auf Französisch an Sie gerichtet, aber ich habe grösste Befürchtungen, dass Sie dies nicht verstehen würden. Deshalb verzichte ich darauf. (*Heiterkeit / Hilarité*)

Die Kommissionsminderheit ist der Auffassung, dass die Klimaneutralität für die Hochschulen eine Selbstverständlichkeit darstellt, zumindest dort, wo das möglich ist. Die Minderheit, die sehr knapp gewesen ist, ist deshalb der Meinung, dass wir keine Jahreszahl im Gesetz wollen. Das Anstreben der Klimaneutralität basiert auf Innovation, Motivation und der Freude, alles Mögliche in dieser Richtung zu unternehmen, und das nicht mit einer Jahreszahl im Gesetz, die direkt keinen grossen Einfluss auf das Klima hat. Deshalb bitte ich Sie, der Minderheit zu folgen und diesen Antrag abzulehnen.

**Le président.** Je laisse la parole à Mme la vice-présidente Häslér pour la proposition du gouvernement et pour s'exprimer sur les autres propositions.

**Christine Häslér**, BKD-Direktorin. Inhaltlich kann ich die Forderung im Grundsatz natürlich absolut unterstützen. Das ist gar keine Frage. Ich glaube, das geht ganz vielen hier so.

Aber aus Sicht des Regierungsrats ist die Einschränkung auf das Jahr 2030 für die Zielerreichung im Gesetz, so explizit im Gesetz, nicht zielführend. Einerseits ist es ja durchaus möglich, dass die Hochschulen aufgrund ihrer Vorreiterrolle und ihres grossen Engagements, das sie heute schon zeigen, bis dann oder sogar schon vorher klimaneutral sind. Aber sie sollen sich natürlich auch weiterhin entsprechend verhalten.

Und – wie gesagt – feste Jahreszahlen in einem Gesetz findet die Regierung grundsätzlich nicht zielführend, und hier jetzt ganz explizit nicht. Deshalb versuchten wir, eine identische Bestimmung ohne diese feste Jahreszahl vorzuschlagen, und ich bitte Sie, diesen Antrag so auch abzulehnen, und stattdessen diese Bestimmung aufzunehmen, die letztlich dasselbe bedeutet, aber keine feste Jahreszahl enthält.

**Le président.** Nous allons voter sur cet art. 2a (nouveau), nous avons tout d'abord une proposition de la majorité de la commission contre celle du gouvernement : les député-e-s qui acceptent la proposition de la majorité de la commission votent oui, celles et ceux qui soutiennent la proposition du gouvernement votent non.

**Abstimmung / Vote**

2019.ERZ.71745: Art. 2a (neu) / art. 2a (nouveau)

Antrag BiK-Mehrheit (Ja), Antrag Regierungsrat (Nein)  
 Proposition majorité de la CFor (oui), proposition Conseil-exécutif (non)

**Annahme Antrag Regierungsrat / Adoption proposition Conseil-exécutif**

Ja / Oui	69
Nein / Non	79
Enthalten / Abstentions	1

**Le président.** Vous avez décidé de soutenir la proposition du gouvernement.

Nous allons opposer maintenant cette proposition du gouvernement à celle de la minorité de la CFor : les député-e-s qui soutiennent la proposition du gouvernement votent oui, celles et ceux qui soutiennent la proposition de la minorité votent non.

**Abstimmung / Vote**

2019.ERZ.71745: Art. 2a (neu) / art. 2a (nouveau)

Antrag Regierungsrat (Ja), Antrag BiK-Minderheit (Nein)  
 Proposition Conseil-exécutif (oui), proposition minorité de la CFor (non)

**Annahme Antrag BiK-Minderheit / Adoption proposition minorité de la CFor**

Ja / Oui	63
Nein / Non	76
Enthalten / Abstentions	0

**Le président.** Vous avez décidé de soutenir la proposition de la minorité de la CFor. Il n'y a pas de vote sur la proposition gagnante car la proposition de la CFor ne veut pas de ce nouvel article.

Art. 4, Art. 9, Art. 18 (Titel), Art. 18 Abs. 3 / Art. 4, art. 9, art. 18 (titre), art. 18, al. 3

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 18 Abs. 4 (neu) / art. 18, al. 4 (nouveau)

*Antrag Schindler (Bern, SP-JUSO-PSA)*  
 streichen

*Proposition Schindler (Berne, PS-JS-PSA)*  
 biffer

*Antrag BiK (Blum, Melchnau)*  
 Geltendes Recht

*Proposition CFor (Blum, Melchnau)*  
 Droit en vigueur

**Meret Schindler, Bern (SP)**, Antragstellerin. Ich spreche gleich zu allen drei Geschäften, weil das Anliegen das gleiche bleibt.

Die Angestellten der Universität, der BFH und der PH Bern sind grundsätzlich nach dem Personalgesetz (PG) des Kantons angestellt. Der Regierungsrat kann auch jetzt schon per Verordnung spezifische Bedingungen präzisieren oder anpassen. Die spezifischen Bedingungen beinhalten weitreichende Bereiche, wie das Einstiegsgehalt, die Lohnentwicklung, die Vertragsdauer und auch die Kündigungen. Das heisst, diese alle und auch noch weitere Bereiche dürfen schon jetzt an die Kantonsangestellten nivelliert werden. Das heisst aber auch, dass wir das bezahlen und dennoch unter Umständen ein Zweiklassensystem wollen. Aber immerhin macht die Regierung einen Vorschlag, der dann gelten soll, und ich gehe auch davon aus, dass die Bedingungen in den drei unterschiedlichen Institutionen vergleichbar sein werden.

Mit Art. 18 Abs. 4 UniG und den entsprechenden Artikeln in den anderen beiden Gesetzen will man nun aber die Kompetenz an die Schulräte übergeben. Das heisst, dass künftig die drei Schulräte unterschiedliche Sachen definieren können, und das ergibt dann auch drei sehr unterschiedliche Reglemente. Egal wie es ist, überall, wo wir solche Dinge delegiert haben, wo wir einen solchen Hebel aus der Hand gegeben haben, in der Vergangenheit und auch immer wieder in der Gegenwart, sehen wir, dass die Anstellungsbedingungen auseinanderklaffen. Es heisst fast immer, dass die hohen Einkommen oder die Leute, die ohnehin schon bessergestellt sind, noch bessere Arbeitsbedingungen haben werden, namentlich auch höhere Löhne, und diejenigen, die jetzt schon unter Druck sind, zum Beispiel das Reinigungspersonal, eher schlechter davonkommen und stagnieren werden.

Die Kommissionsmitglieder werden Ihnen sicher sagen, dass die Mitsprache der Angestellten in den Schulräten auch gewährleistet ist. Es habe ja zum Beispiel auch Dozierende oder Personen aus dem Mittelbau in den Räten. Liebe Anwesende, vor wenigen Jahren hat die PH Bern die Akkreditierung haarscharf fast nicht bekommen, weil sie eine ungenügende Personalinteressenvertretung hatte. Vor ein paar Jahren heisst weniger als fünf, nicht irgendwie Anfang der Nullerjahre. Diese Schulräte sind sehr breit aufgestellt, ähnlich wie das alle Vorstände und alle Stiftungsräte sind, in denen wir auch sitzen oder in denen zum Beispiel auch unsere Parteien aufgestellt sind. Und wie dort auch hat man einfach jeweils ein oder zwei Angestellte, welche die Interessen der Angestellten vertreten, die aber in einer grossen Masse untergehen.

In der PH Bern zum Beispiel hat man eine Dozentin und jemanden aus dem Mittelbau. Insgesamt sind es aber zwölf Leute, darunter sind zum Beispiel eine freischaffende Psychologin und eine Gymnasiallehrerin. Die Gymnasiumsleiterin des Gymnasiums Kirchenfeld ist die Schulratsleiterin. Es ist auch sehr wichtig, dass sie gut aufgestellt sind.

Aber wenn es um die Interessenvertretung bezüglich der Arbeitsbedingungen geht, kann man bei zwei Personen von der Basis nur von einem Feigenblatt sprechen. Denn das heisst, wenn zwölf Leute miteinander sprechen und zwei Personen die Interessen vertreten, dann werden diese beiden sowieso überstimmt, wenn sie eine kritische Haltung haben. Diese Schulräte sind richtig und wichtig, und dort, wo sie kompetent sind, auch wirklich dringend nötig, nämlich in der Gestaltung dessen, was gelehrt wird und wie unsere Ausbildung ausgestaltet ist. Aber die detaillierten Anstellungsbedingungen müssen sie nicht auch noch definieren. Deshalb bitte ich Sie, meine Streichungsanträge anzunehmen hier bei Art. 18 den Abs. 4, und dann auch beim folgenden Art. 18a den Abs. 2, aber auch in den anderen Gesetzen. So machen die Schulräte ihren Job und lassen die Regierung ihren Job weiterhin machen.

**Christine Blum, Melchnau (SP)**, BiK-Präsidentin. Meret Schindler hat das Stichwort schon gegeben: Die BiK legt grossen Wert darauf, wie die Zusammensetzung der Räte sein sollte, und deshalb wollen wir die Artikel, welche die Zusammensetzung der Räte betreffen, eben von Ihnen zurückweisen lassen.

Wir haben die Anträge, die kurzfristig hereingekommen sind, heute Morgen auch kurz angeschaut. Die Mehrheit der BiK lehnt diese Anträge ab, und zwar im Verhältnis von 1 Ja, 14 Nein und 1 Enthaltung.

**Daniel Wildhaber, Rubigen (SP)**, Fraktionssprecher. Liebe Anwesende, die ganz grosse Mehrheit meiner Fraktion schliesst sich der Antragstellerin Meret Schindler an. Die Argumente, die Meret aufgeführt hat, die gewerkschaftlichen Argumente, die sie aufgeführt hat, werden von einer ganz grossen Mehrheit von uns geteilt. Eine kleine Minderheit schliesst sich der Regierung an.

**Le président.** Si la parole n'est plus demandée, je laisse Mme la vice-présidente du gouvernement s'exprimer sur cet article.

**Christine Häslar**, BKD-Direktorin. Ich muss geschwind etwas sagen zu den Aussagen von Frau Grossrätin Schindler, die gesagt hat, die PH Bern habe vor einigen Jahren die Akkreditierung fast nicht bekommen: Ich kann Ihnen einfach sagen, sie hat diese kürzlich beim letzten Mal mit fliegenden Fahnen und ohne irgendeine einzige Auflage erhalten. Das muss man hier einfach auch sagen, obwohl es hier jetzt noch gar nicht um das PHG geht, sondern noch um das UniG.

Auch hier gilt, dass wir gut hinschauen müssen, was wir jetzt hier genau daran ändern wollen. Das war gut überlegt, das war wohlüberlegt, und der Regierungsrat hat die Möglichkeit der Delegation an die Universitätsleitung in die Vorlage aufgenommen, weil es eben immer wieder um Themen gehen kann, die ganz, ganz nahe am operativen Betrieb sind, und bei denen es sehr sinnvoll ist, wenn dort entschieden wird, wo es eben entschieden werden kann, und nicht irgendwie, irgendwo sehr weit davon entfernt und zum Beispiel auch sehr verwaltungstechnisch.

Dabei könnte es zum Beispiel um die Frage gehen, für welche Personalkategorie welches Arbeitszeitmodell gilt und so weiter. Das sind Fragen, die nahe am Operativen sind und bei denen es sinnvoll ist, wenn man diese delegieren kann. Zudem geht es hier um eine Kann-Formulierung. Wenn also der Regierungsrat die Delegation dann auf Verordnungsebene vornimmt, kann er sie auch jederzeit wieder rückgängig machen, wenn wir sehen, dass die Kann-Formulierung und die Delegation nicht zu dem Ziel führen, das wir uns vorgestellt haben. Oder dass es dort irgendwelche Differenzen gibt, bei denen man eingreifen muss. Es ist eine Kann-Formulierung, und ich beantrage Ihnen, den Antrag von Grossrätin Schindler auf Streichung dieser Bestimmung abzulehnen und die Vorlage so zu genehmigen, wie sie vorbereitet wurde, auch von der Kommission.

**Le président.** Nous allons voter sur cet art. 18, al. 4 (nouveau) : les député-e-s qui acceptent la proposition de la CFor votent oui, celles et ceux qui soutiennent la proposition de Mme la députée Schindler votent non.

### **Abstimmung / Vote**

2019.ERZ.71745: Art. 18 Abs. 4 (neu) / art. 18, al. 4 (nouveau).

Antrag BiK (Ja), Antrag Schindler (Nein)  
Proposition CFor (oui), proposition Schindler (non)

#### **Annahme Antrag BiK / Adoption proposition CFor**

Ja / Oui	111
Nein / Non	32
Enthalten / Abstentions	3

**Le président.** Vous avez accepté la proposition de la CFor.

Il n'y a pas de vote sur la proposition qui l'emporte car la proposition de Mme la députée Schindler ne voulait pas de ce nouvel alinéa.



Art. 18a (neu) Abs. 1 / Art. 18a (nouveau), al. 1

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 18a Abs. 2 / Art. 18a al. 2

*Antrag Schindler (Bern, SP-JUSO-PSA)*  
streichen

*Proposition Schindler (Berne, PS-JS-PSA)*  
biffer

*Antrag BiK (Blum, Melchnau)*  
Geltendes Recht

*Proposition CFor (Blum, Melchnau)*  
Droit en vigueur

**Meret Schindler, Bern (SP)**, Antragstellerin. Nur ganz kurz: Wir würden es natürlich begrüßen, wenn der Regierungsrat dann doch wenigstens genau sagte, welche Stellen hier die Anstellungsbedingungen definieren dürfen. Deshalb die Streichung von Art. 18a Abs. 2, damit dies der Regierungsrat macht.

**Le président.** Je laisse la parole à la CFor si souhaitée. – Ce n'est pas souhaité ; Mme la vice-présidente non plus, nous allons donc voter cet art. 18a (nouveau), al. 2 : les député-e-s qui soutiennent la proposition de la CFor votent oui, celles et ceux qui soutiennent la proposition de Mme la députée Schindler votent non.

### **Abstimmung / Vote**

2019.ERZ.71745: Art. 18a Abs. 2 / art. 18a, al. 2

Antrag BiK (Ja), Antrag Schindler (Nein)  
Proposition CFor (oui), proposition Schindler (non)

#### **Annahme Antrag BiK / Adoption proposition CFor**

Ja / Oui	105
Nein / Non	29
Enthalten / Abstentions	4

**Le président.** Vous soutenez la proposition de la CFor. Il n'y a pas de vote sur la proposition qui l'emporte car la proposition de la députée Schindler ne veut pas de ce nouvel alinéa.

Art. 18b (neu) / Art. 18b (nouveau)

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 19, 21 und 22 / Art. 19, 21 et 22

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 25 (Titel) / Art. 25 (titre)

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

**Le président.** Monsieur le Député Gnägi, vous avez appuyé sur bouton. – Voilà, merci. (*Zwischenruf aus dem Saal. / Exclamation dans la salle.*) Art. 19 – si, si, j'ai demandé si c'était contesté, ce n'est pas contesté, très bien, merci Monsieur le Député Krähenbühl.

Art. 25 Abs. 1 / Art. 25, al. 1

*Antrag BiK-Mehrheit (Bichsel, Merligen)*

Die Dauer der Anstellung von Assistenzprofessorinnen und Assistenzprofessoren sowie Assistenzdozentinnen und Assistenzdozenten mit Tenure Track ist auf maximal sechs Jahre befristet.

*Proposition majorité de la CFor (Bichsel, Merligen)*

Les professeurs assistants et les professeures assistantes ainsi que les enseignants assistants et les enseignantes assistantes avec prétitularisation conditionnelle sont engagés pour une durée déterminée de six ans au maximum.

*Antrag Regierungsrat*

Die Dauer der Anstellung von Assistenzprofessorinnen und Assistenzprofessoren sowie Assistenzdozentinnen und Assistenzdozenten mit Tenure Track ist befristet.

*Proposition Conseil-exécutif*

Les professeurs assistants et les professeures assistantes ainsi que les enseignants assistants et les enseignantes assistantes avec prétitularisation conditionnelle sont engagés pour une durée déterminée.

**Alfons Bichsel, Merligen (Die Mitte)**, Sprecher BiK-Mehrheit. Wir sprechen von Anstellungsformen, und es gibt wohl kaum eine andere angleichende Anstellungsform wie diese «Tenure Track»-Professur, die an eine klar definierte Laufzeit von sechs Jahren gebunden ist. Die Anstellung in einer Assistenzprofessur ist eigentlich der Einstieg in die Langzeitprofessur. Ich möchte also dort eigentlich angestellt werden. Das ist quasi wie ein Bewerbungsdossier, und dorthin möchte ich, das ist dann die Daueranstellung. In den verschiedenen Bewährungsphasen ... oder in diesen Prozessen während dieser sechs Jahre gibt es verschiedene Bewährungsphasen, es gibt Zwischenevaluierungen und dort werden dann die Fähigkeiten dieser Personen überprüft, und es endet in der Regel in einer Festanstellung. Aus diesem Grund sollen die sechs Jahre auch nicht überschritten werden, weil ein klar definierter Prozess dahintersteht.

Die BiK-Mehrheit beantragt Ihnen, die maximale Laufzeit von sechs Jahren im Gesetz zu verankern, und die Mitte tut dies ebenfalls.

**Christine Blum, Melchnau (SP)**, BiK-Präsidentin. Ich möchte nur kurz das Stimmenverhältnis mitteilen: Es waren 7 Ja, 4 Nein und 5 Enthaltungen.

**Beat Kohler, Meiringen (Grüne)**, Fraktionssprecher. Wir haben gehört, der «Tenure Track» ist ein Verfahren, das nicht nur bei uns in der Schweiz, sondern auch weltweit zum Einsatz kommt. So kann man Leute nachnehmen, ohne sie gleich direkt fest anstellen zu müssen. Wir haben gehört, warum das auf maximal sechs Jahre beschränkt sein soll.

Die grüne Fraktion stellt sich gegen die Befristung, und zwar vor allem aus *einem* wichtigen Grund: Dabei geht es darum, dass für uns in der Nachwuchsförderung die Frauenförderung ein ganz wesentlicher Teil ist; wir haben das im Eingangsvotum gehört. Bei Frauen kann es in diesen sechs Jahren natürlich zu Unterbrüchen kommen, und entsprechend könnte es dann sein, dass die sechs Jahre nicht mehr genügen, wenn man sie stark fixiert und solche Unterbrüche nicht mehr möglich sind. Entsprechend ist – im Sinne der Frauenförderung – das Festlegen dieses Maximums von sechs Jahren nicht in unserem Sinne, auch wenn wir das Verfahren an sich natürlich befürworten.

**Le président.** Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion, Frau Grossrätin Berger-Sturm.– Non? – Ah, elle n'est plus là. C'est M. le député Wildhaber qui prend sa place.

**Daniel Wildhaber, Rubigen (SP)**, Fraktionssprecher. Meine Fraktion ist sich bei diesem Art. 25 fast einig. Eine ganz grosse Mehrheit will keine Befristung. Dies gerade wegen des Mutterschaftsschutzes und wegen einer allfälligen Mutterschaft und vor dem Hintergrund der sogenannten Frauenförderung. Die Mehrheit meiner Fraktion geht also mit der Regierung.

**Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp)**, Fraktionssprecher. Sie sehen hier, digitale Neander-taler verfügen immerhin über ein Endgerät. In diesem Endgerät steht, es waren 7 zu 4 zu 5 Stimmen. Das ist ja ein sehr komisches Abstimmungsverhältnis. Das zeigt also, dass es in der Kommission doch viele gab, die unsicher sind – ich gehörte auch dazu.

Einerseits sehen wir natürlich das Anliegen, das auf sechs Jahre zu beschränken. Es ist sogar auch im Interesse dieser Förderprofessuren, dass man sie nachher einmal aus dieser Befristung herausnimmt und ihnen eine Perspektive gibt. Solange man natürlich einfach verlängern und verlängern kann, neigt die Universität dazu, sie einfach in einem befristeten Status zu lassen, damit dann eben Frau Schindler vom VPOD sich für die Rechte dieser Nachwuchsförderungsprofessuren einsetzt. Nein, Spass beiseite. Das Argument der Mutterschaft, die natürlich gerade in diesem Alter einmal oder zweimal die sechs Jahre unterbrechen kann, sehen wir, und ich frage mich jetzt, ob man diesen Artikel nicht noch präzisieren könnte. Vielleicht kann man explizit sagen, aus welchen Gründen es eine Unterbrechung oder Verlängerungsmöglichkeit gibt.

Vielleicht könnte man sich bei einem Verhältnis von 7 zu 4 zu 5 Stimmen ja überlegen, diesen Artikel sogar ganz in die Kommission zurückzunehmen. Ich kann einfach versprechen, dass die glp der Regierungsrätin hier sehr aufmerksam zuhören wird. Wir könnten uns auch vorstellen, beim Regierungsantrag zu bleiben.

**Ueli Abplanalp, Brienzwiler (SVP)**, Fraktionssprecher. Auch für die SVP war das kein Kernanliegen, und wir wussten da tatsächlich fast nicht, was tun. Wir sind uns dann aber in der Fraktion ziemlich einig geworden, dass eine Befristung dieses Provisoriums sinnvoll ist, um diesen Leuten auch eine ganz klare Perspektive zu geben, dass sie nach diesen sechs Jahren entweder wieder weitermüssen oder aber eine feste Professur erhalten und damit an der Universität bleiben können. Deshalb ist die SVP-Fraktion für die Kommissionsmehrheit.

**Corinne Schmidhauser, Interlaken (FDP)**, Fraktionssprecherin. Ueli hat mir jetzt fast ein wenig die Worte vorweggenommen. Auch bei uns herrschte zuerst etwas Unsicherheit, wie man damit umgehen sollte. Ich sage gerade an dieser Stelle auch, dass wir uns auch vorstellen können, das noch einmal in die Kommission zurückzunehmen, aber grundsätzlich sind wir eigentlich der Meinung, sechs Jahre müssen genügen, denn man muss doch einen Plan haben mit den Leuten, die man da fördern will. Innerhalb von sechs Jahren ist es doch möglich, einen Plan zu haben, auch wenn gewisse Unwägbarkeiten auf diesem Weg passieren. Deshalb unterstützen wir mehrheitlich die Begrenzung auf sechs Jahre.

**Karin Berger-Sturm, Grosshöchstetten (SP)**, Einzelsprecherin. Mit dieser Revision des Hochschulgesetzes wird den Hochschulen mehr Freiheit und mehr Flexibilität, aber auch mehr Eigenverantwortung bezüglich Personalführung und Personaleinsatz gewährt. Damit können sie sich im wirtschaftlichen und akademischen kompetitiven Umfeld positionieren. Aber mit dieser Flexibilität steigt auch die Verantwortung der Universität in der Personalführung und vor allem auch in der Nachwuchsförderung.

Die Nachwuchsförderung dient dazu, qualifizierte Mitarbeitende, hochqualifizierte Mitarbeitende an der Universität zu halten oder zu akquirieren. Es ist erwiesen, und das schon lange, dass die Arbeitssituation des akademischen Mittelbaus prekär ist. Das zeigen die mehr als 8000 Unterschriften unter der Petition an das eidgenössische Parlament. Sie fordern bessere Arbeitsbedingungen für wissenschaftliches Personal an den Schweizer Universitäten. Das zeigen auch Positionspapiere, zum Beispiel von der Mittelbauvereinigung an der Universität Bern oder von verschiedenen Studien der wissenschaftlichen Akademien. Hochqualifizierte Mitarbeitende, die das System tragen, die zur Forschung massgeblich beitragen und welche die Lehre massgeblich mitgestalten, haben schlechte Arbeitsbedingungen. Sie leisten oft Überzeit. Familienplanung ist schwierig. Teilzeitstellen sind schwierig. Nationalrat Christian Dandrès hat das in seiner Interpellation (I 20.4622, «Wenn der Hunger vor der Tür steht, hauen die Forscherinnen und Forscher durch das Fenster ab») im Nationalrat deponiert. Die Antwort des Bundesrates war, das liege in der Verantwortung der Trägerschaften der Universitäten. Die Trägerschaft ist in unserem Fall der Kanton.

Mit dieser Gesetzesrevision haben wir die Chance, als Kanton wirklich etwas für den Mittelbau zu tun, indem wir die grosse Anzahl befristeter Stellen reduzieren und dafür sorgen, dass der Nachwuchs eine Chance auf eine planbare Karriere hat. Ich bitte die BiK, die Wirksamkeit und die Notwendigkeit für die Befristungen wirklich genau zu prüfen und dabei zwischen Assistenzen und Assistenzen mit Tenure Track zu unterscheiden. Es gibt sehr viele verschiedene Anstellungsmöglichkeiten in diesem Mittelbau, und die hohe Anzahl unbefristeter Stellen ist nicht ... das sind keine guten Anstellungsbedingungen.

Besten Dank, dass Sie dieses wichtige Anliegen zugunsten unserer Universität noch einmal beraten, damit Forschung und Lehre an der Universität Bern wirklich exzellent sein können.

**Le président.** La parole n'est plus demandée, je laisse Mme la vice-présidente du gouvernement s'exprimer.

**Christine Häslar**, BKD-Direktorin. Das ist möglicherweise tatsächlich ein Thema, bei dem es sich lohnt, es in der Kommission noch einmal vertieft anzuschauen und noch einmal miteinander zu diskutieren, damit wir alle über dasselbe sprechen und damit wir nachher haargenau wissen, worüber wir hier abstimmen. Es ist nicht so, dass der Regierungsrat die grundsätzliche Befristung in Frage stellen würde. Bei den Assistenzen mit Tenure Track ist eine Befristung zwar tatsächlich angebracht, aber es braucht eben weiterhin die Flexibilität.

Im Moment sind die sechs Jahre ein Standard, und wenn wir jetzt diese Flexibilität wegnehmen und damit auch die Möglichkeit eines solchen Ermessensspielraums wegnehmen für eine Verlängerung aus ganz, ganz wichtigen Gründen, wie zum Beispiel Familienaufgaben, Betreuung, Pflege von Angehörigen oder auch eine eigene schwere Erkrankung – wenn wir das wegnehmen, dann nehmen wir hier auch eine ganz wichtige Flexibilität weg.

Ich glaube, es wäre sehr sinnvoll, dass wir, wenn man sich heute nicht sicher ist, dies in der Kommission noch einmal vertieft miteinander diskutieren würden und uns vielleicht noch einmal anhand einiger Beispiele aufzeigen lassen würden, welche Folgen dies in einzelnen Fällen haben kann. Es kann zum Beispiel zur Folge haben, dass man in einem stossenden Fall, in einem Härtefall, wenn jemand länger erkrankt ist oder Betreuungsaufgaben hat, eben nicht verlängern kann. Das wäre ausserordentlich bedauerlich, damit würden wir nämlich genau das, was – glaube ich – uns allen wichtig ist, was dem Regierungsrat wichtig ist, was auch der Universität selber wichtig ist, nämlich die Frauenförderung und den Anteil der Frauen an den Professuren, beeinträchtigen. Diese Möglichkeiten würden wir beeinträchtigen, und wenn Sie heute abstimmen möchten, lege ich Ihnen deshalb sehr ans Herz, den vorliegenden Antrag abzulehnen – ihn abzulehnen und die Flexibilität und

den Ermessensspielraum nicht herauszunehmen. Wenn Sie das nochmals in der Kommission diskutieren wollen, dann wäre das sicher nicht falsch.

**Le président.** Wir haben für diesen Art. 25 Abs. 1 gerade einen Rückweisungsantrag erhalten. Ich gebe das Wort Frau Grossrätin Blum.

*Rückweisungsantrag BiK-Präsidium (Blum, Melchnau)*

Rückweisung in die Kommission zur weiteren Beratung zuhanden der zweiten Lesung.

*Proposition de renvoi de la présidence de la CFor (Blum, Melchnau)*

Renvoi en commission pour suite de l'examen en vue de la seconde lecture.

**Christine Blum, Melchnau (SP)**, BiK-Präsidentin. In der Funktion als Präsidentin der BiK stelle ich Ihnen den Antrag, dass Art. 25 Abs. 1 an die Kommission zurückgewiesen wird zur weiteren Beratung zuhanden der zweiten Lesung. Alle Voten waren eigentlich dementsprechend, Sie haben die Begründungen von verschiedenen Personen gehört, und das wäre unser Antrag.

**Le président.** Ist dieser Rückweisungsantrag bestritten? – Ja, habe ich gehört. Je laisse la parole à M. le député Krähenbühl.

**Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP)**, Einzelsprecher. Ja, Monsieur le Président, Madame la Directrice, chers collègues, also für mich bringt das hier jetzt nichts. Der Fall ist ziemlich klar. Man hat die Argumente gehört.

Es gibt Argumente dafür, eine Verlängerung möglich zu machen, die ich respektiere. Es gibt Argumente dagegen. Ich sehe den Mehrwert nicht, dies in die Kommission zurückzunehmen. Es ist richtig, dass es in der Kommission eine gewisse Verwirrung gegeben hat. Aber ich glaube, man kann abstimmen. Für mich ist es kein Problem, wenn diese Befristung nachher herausfällt, dann fällt sie eben heraus. Dann ist es so. Aber ich weiss nicht, was wir noch einmal darüber diskutieren wollen.

**Le président.** Nous allons donc voter sur cette motion de retour à la commission – je ne sais pas si c'est le terme exact : les député-e-s qui acceptent ce « Rückweisungsantrag » votent oui, celles et ceux qui le rejettent votent non.

### **Abstimmung / Vote**

12019.ERZ.71745: Art. 25 Abs. 1 / art. 25, al. 1

Rückweisungsantrag BiK-Präsidium  
Proposition de renvoi de la présidence de la CFor

#### **Annahme / Adoption**

Ja / Oui	102
Nein / Non	41
Enthalten / Abstentions	0

**Le président.** Vous avez accepté cette proposition de renvoi à la commission de l'art. 25, al. 1.

Art. 26 Abs. 2 (neu) / Art. 26, al. 2 (nouveau)

*Antrag BiK-Mehrheit (Blum, Melchnau) und Regierungsrat*

Die Interessenvertretung kann gemeinsam mit den Assistentinnen und Assistenten wahrgenommen werden.

*Proposition majorité de la CFor (Blum, Melchnau) et Conseil-exécutif*

Les assistants et les assistantes peuvent participer à la défense des intérêts de l'association.

*Antrag BiK-Minderheit (Schmidhauser, Interlaken)*

Geltendes Recht

*Proposition minorité de la CFor (Schmidhauser, Interlaken)*

Droit en vigueur

**Christine Blum, Melchnau (SP)**, Sprecherin BiK-Mehrheit. In Art. 13 UniG ist die Mitwirkung und Mitbestimmung innerhalb der Universität geregelt. Es heisst dort in Abs. 1: «Die Angehörigen der Universität haben grundsätzlich das Recht auf Mitwirkung und Mitbestimmung. Sie sind insbesondere im Senat, in den ständigen Kommissionen und in den Fakultätskollegien vertreten.»

Mit dem Antrag zu Art. 26 Abs. 2 und auch zu Art. 28 Abs. 2 will die Kommissionsmehrheit im Gesetz festhalten, dass die Dozentinnen und Dozenten gemeinsam mit den Assistentinnen und Assistenten die Interessenvertretung wahrnehmen können.

Der Antrag hier steht in unmittelbarem Zusammenhang mit dem Antrag zu Art. 28 Abs. 2, wie ich vorher schon gesagt habe. Dort ist einfach die umgekehrte Sicht beschrieben, aus der Sicht der Assistentinnen und Assistenten.

Die Minderheit möchte die gemeinsame Interessensvertretung nicht im Gesetz behalten, die Mehrheit ist eben dafür. Das Abstimmungsverhältnis war 8 Ja zu 7 Nein bei 1 Enthaltung.

**Corinne Schmidhauser, Interlaken (FDP)**, Sprecherin BiK-Minderheit. Ja, offensichtlich war es etwas unklar oder umstritten, bei 8 zu 7 Stimmen – die einen dafür, die anderen dagegen – also sehr, sehr uneinheitlich. Die grosse Frage ist eigentlich: Sind die Assistentinnen und Assistenten deckungsgleich mit den Dozentinnen und Dozenten, oder muss man sie separat betrachten?

Ich habe jetzt sozusagen das Glück erhalten, dass ich die Minderheit vertreten darf. Es hätte auch gerade umgekehrt sein können. Gleichzeitig trage ich den Hut der FDP-Vertreterin, die in der Mehrheit eher so wie die BiK-Mehrheit war. Hier vertrete ich als Minderheitsvertreterin der BiK, dass man das eigentlich nicht zusammen machen sollte, also, dass die Assistentinnen und Assistenten und die Dozentinnen und die Dozenten eben nicht dasselbe seien.

Auch hier: Das ist, glaube ich, nicht der matchentscheidende Artikel.

**Le président.** Comme intervenant à titre individuel, je laisse la parole... ah, non, c'est le groupe. Excusez-moi, Monsieur le Député, vous représentez le groupe PS-JS-PSA, vous avez la parole.

**Daniel Wildhaber, Rubigen (SP)**, Fraktionssprecher. Ja, ich habe es jetzt etwas einfacher als Corinne Schmidhauser. Ich habe nur einen Hut an, denjenigen der SP-JUSO-PSA-Fraktion.

Der sogenannte Mittelbau ist für jede Hochschule enorm wichtig, ohne Assistentinnen und ohne Assistenten würde dieser ganze Betrieb nicht oder nicht mehr funktionieren. Auch deshalb muss diese Gruppe angemessen vertreten sein. Wir sind mit der Regierung und mit der Mehrheit.

**Christine Häslar**, BKD-Direktorin. Die Regierung, liebe Grossrätinnen und Grossräte, widersetzt sich diesem Anliegen der Kommissionsmehrheit nicht und ist einverstanden damit, dass man das entsprechend ergänzt. Ich beantrage Ihnen im Namen der Regierung, diesen Antrag der Kommission so zu unterstützen.

**Le président.** Nous allons voter, art. 26, al. 2 (nouveau) : les député-e-s qui acceptent la proposition de la majorité de la commission et du gouvernement votent oui, celles et ceux qui soutiennent la proposition de la minorité de la commission votent non.

### **Abstimmung / Vote**

2019.ERZ.71745: Art. 26 Abs. 2 (neu) / art. 26, al. 2 (nouveau)

Antrag BiK-Mehrheit und Regierungsrat (Ja), Antrag BiK-Minderheit (Nein)  
Proposition majorité de la CFor et Conseil-exécutif (oui), proposition minorité de la CFor (non)

#### **Annahme Antrag BiK-Mehrheit und Regierungsrat / Adoption proposition majorité de la CFor et Conseil-exécutif**

Ja / Oui	140
Nein / Non	4
Enthalten / Abstentions	0

**Le président.** Vous avez accepté la proposition de la majorité de la commission. Il n'y a pas de vote sur la proposition qui l'emporte car la proposition de la minorité ne voulait pas de ce nouvel alinéa.

Art. 27 Abs. 4 / Art. 27, al. 4

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 28 Abs. 2 (neu) / Art. 28, al. 2 (nouveau)

#### *Antrag BiK-Mehrheit (Blum, Melchnau) und Regierungsrat*

Die Interessenvertretung kann gemeinsam mit den Dozentinnen und Dozenten gemäss Artikel 21 Absatz 1 Buchstabe c bis f wahrgenommen werden.

#### *Proposition majorité de la CFor (Blum, Melchnau) et Conseil-exécutif*

Les enseignants et les enseignantes visés à l'article 21, alinéa 1, lettres c à f peuvent participer à la défense des intérêts de l'association.

#### *Antrag BiK-Minderheit (Schmidhauser, Interlaken)*

Geltendes Recht

#### *Proposition minorité de la CFor (Schmidhauser, Interlaken)*

Droit en vigueur

**Christine Blum, Melchnau (SP),** Sprecherin BiK-Mehrheit. Was ich hierzu sagen will, ist nur zur Erinnerung: Es ist eben jetzt das Entgegengesetzte. Vorher standen die Dozentinnen am Anfang, jetzt stehen – soviel ich weiss – die Assistentinnen zuvorderst. Es geht um das gleiche Thema. Es wäre schön, wenn Sie gleich abstimmen würden.

**Le président.** Pour la minorité, la parole n'est pas demandée – pour le gouvernement non plus. Nous allons donc voter sur cet art. 28, al. 2 (nouveau) : les député-e-s qui acceptent la proposition

de la majorité de la commission et du gouvernement votent oui, celles et ceux qui acceptent la proposition de la minorité de la commission votent non.

### **Abstimmung / Vote**

2019.ERZ.71745: Art. 28 Abs. 2 (neu) / art. 28, al. 2 (nouveau)

Antrag BiK-Mehrheit und Regierungsrat (Ja), Antrag BiK-Minderheit (Nein)  
Proposition majorité de la CFor et Conseil-exécutif (oui), proposition minorité de la CFor (non)

#### **Annahme Antrag BiK-Mehrheit und Regierungsrat / Adoption proposition majorité de la CFor et Conseil-exécutif**

Ja / Oui	141
Nein / Non	0
Enthalten / Abstentions	0

**Le président.** Vous avez accepté la proposition de la majorité de la commission.

Il n'y a pas de vote sur l'ancrage de cette proposition dans la loi puisque la minorité ne voulait pas de ce nouvel alinéa.

2.2.4 Drittmittelangestellte (Titel, neu) /

2.2.4 Personnel financé par des fonds de tiers (titre, nouveau)

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 28a (neu) / Art. 28a (nouveau)

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 28b (neu) / Art. 28b (nouveau)

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 29 Abs. 1 Bst. d1 (neu) / Art. 29, al. 1, lit. d1 (nouveau)

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 29e, Art. 36, Art. 39, Art. 44, Art. 48, Art. 53, Art. 65a, Art. 70

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite



## Titel 7 / Titre 7

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

## Art. 76

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

## Art. 77a (neu) / Art. 77a (nouveau)

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

## Art. 78, Art. 78a, Art. 81

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

## T-3 (Titel), Art. T3-1 (neu), Art. T3-2 (neu) / T-3 (tire), art. T3-1 (nouveau), art. T3-2 (nouveau)

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

## II. (Keine Änderungen anderer Erlasse) / (Aucune modification d'autres actes)

## III. (Keine Aufhebungen anderer Erlasse) / (Aucune abrogation d'autres actes)

## IV. (Inkrafttreten) / (Entrée en vigueur)

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

## Titel und Ingress / Titre et préambule

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

**Le président.** Est-ce que la parole est encore souhaitée avant le vote d'ensemble ? Ce n'est pas souhaité.

Nous allons donc voter sur le vote d'ensemble : les député-e-s qui acceptent les modifications législatives à l'affaire du point numéro 16 de l'ordre du jour votent oui, celles et ceux qui les rejettent votent non.

**Gesamtabstimmung / Vote d'ensemble**

2019.ERZ.71745: 1. Lesung / 1<sup>re</sup> lecture

**Annahme / Adoption**

Ja / Oui	141
Nein / Non	1
Enthalten / Abstentions	0

**Le président.** Vous avez accepté les modifications législatives à l'affaire du point numéro 16 de l'ordre du jour.